



## “Les médias sont obligés d’occulter 90 % de la population vénézuélienne, celle qui tente de s’organiser” (interview de l’un des créateurs de Terra TV)

Par [Thierry Deronne](#)

Mondialisation.ca, 26 décembre 2018

[Réseau Européen de Solidarité avec la Révolution Bolivarienne](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Histoire, société et culture](#)

Interview réalisée par le Réseau Européen de Solidarité avec la Révolution Bolivarienne [@REDEuropaVE](#)

*Nous rencontrons aujourd’hui Thierry Deronne. Né en Belgique, il vit depuis 25 ans au Venezuela. Cinéaste, documentariste, professeur universitaire et journaliste, il travaille à rendre visible ce peuple vénézuélien qui, malgré les agressions externes auxquelles il est soumis, continue à nous surprendre dans la construction d’un « autre monde possible ».*

Ton collectif produit divers documentaires sur la Révolution Bolivarienne tels « Marche » et prochainement « Commune ». Parle-nous de ces productions récentes.

Ces documentaires sont deux productions de [TERRA TV](#), une télévision paysanne que nous avons créée récemment. Nous voulons construire un média cohérent avec notre démocratie participative, citoyenne, non seulement dans le discours mais aussi et surtout dans la manière de s’organiser et dans son mode de production. On peut voir les premières vidéos sur la page Facebook [@terratv2018](#). Le documentaire “Marche” vient d’être projeté à Londres, Liège et Bruxelles. Nous l’avons réalisé directement avec les compagnes et compagnons de la plateforme paysanne qui ont remonté à pied les quelque 400 kilomètres qui séparent le bourg rural de Guanare de la capitale Caracas. Ils racontent comment, en pleine guerre économique contre la Révolution Bolivarienne, les mafias agraires appuyées par des paramilitaires colombiens et certains fonctionnaires publics ont lancé une contre-offensive pour récupérer les terres remises au peuple par le Président Chávez. Et comment ils ont décidé de marcher sur Caracas pour réaffirmer leur appui au Président Maduro, mais aussi pour lui demander de renouer avec la réforme agraire et de faire cesser les assassinats de leaders et militants de la lutte pour la terre.

Le documentaire “Commune” naît de l’idée de chercher le lien entre luttes paysannes et production d’aliments dans les communes urbaines pour faire face aux pénuries organisées par le secteur privé majoritaire dans l’économie. La relation nouée avec les habitants des Altos de Lídice a ouvert la boîte de Pandore. Le tournage s’est transformé en course

quotidienne entre les réunions des comités de santé, la mise en route des boulangeries ou entreprises textiles communales, l'eau, le transport, avec son cortège de doutes, conflits, chutes et rechutes, absences, humour, redémarrages, progrès, reprise à zéro, élections des conseils communaux, bals populaires de salsa, petits déjeuners d'*arepas* (galettes de maïs, aliment quotidien) pour nourrir les enfants et les ausculter médicalement, jusqu'aux cerfs-volants qui flottent haut par-dessus les terres froides qu'on vient de semer pour les comités locaux d'approvisionnement. Ce documentaire sortira en mars 2019 et comptera huit épisodes d'une heure chacun.

Tu vis depuis longtemps au Venezuela. Que retires-tu de cette expérience, qu'est-ce que ce peuple est en train de construire ? Peut-on l'expliquer en Europe ?

Oui, c'est après une première expérience de formation audiovisuelle dans le Nicaragua sandiniste des années 80 que je me suis établi ici, il y a 25 ans. Ce que je lis dans cet acharnement à vouloir nous détruire de la part du suprématisme des Trump, Macron, Bolsonaro, de l'Union Européenne, dans la résurgence historique d'une Sainte-Alliance médiatico-économique, c'est que nous sommes - entre autres - une avancée dangereuse, contagieuse, rebelle, souverainiste, de l'Afrique en Amérique Latine. Nous sommes les héritiers et héritières des idées égalitaires du président d'Haïti, Alexandre Pétion, qui sauva Bolívar et lui donna des armes et d'importants moyens financiers pour qu'il puisse commencer son Passage des Andes avec son armée populaire d'ex-esclaves et de paysan(ne)s et libérer d'autres peuples de notre Amérique. Les vénézuélien(ne)s surprennent jusqu'à leurs propres structures partisans quand ils descendent à pied des hauts plateaux, traversent des rivières, forcent des barrages d'extrême droite, pour élire une Assemblée Constituante ou, plus récemment, avec cette marche paysanne historique qui a parcouru 400 kilomètres pour soutenir Nicolás Maduro contre les secteurs conservateurs de l'Etat.

Les européens sont prisonniers de leur incapacité à penser un pays hors du cadre et du champ médiatiques. Il est très révélateur que beaucoup à gauche croient que cette guerre économique que l'Empire a conçue et perfectionnée pour détruire le socialisme de Salvador Allende, ou le Nicaragua, ou Cuba, est... une « crise humanitaire » ou la « faillite d'un socialisme dictatorial » au Venezuela. Cette gauche qui s'informe par les « médias » et qui a fini par se faire penser par eux, ne perçoit pas l'objectif impérial de marteler et magnifier, à travers la guerre économique, cette [image de migration massive](#) pour justifier une intervention extérieure. La causalité a disparu, substituée par les effets... et les effets sont devenus l'« information ». Les grands médias ont amené les Européens à se couper du monde. Dans le passage de sa politique étrangère sous commande médiatique, l'Europe a perdu pour longtemps sa crédibilité.

Dans notre cas, il y a quelque chose de plus : les médias sont obligés d'occulter 90% de la population vénézuélienne parce qu'elle tente de s'organiser, que ce soit dans les quartiers populaires ou dans les zones rurales. C'est ainsi qu'en 2017 une minorité violente d'extrême-droite, multipliée par les caméras, s'est transformée aux yeux du monde en « peuple vénézuélien », et grâce à l'inversion du montage des « news », en « peuple réprimé par Maduro ». C'est ainsi que ceux qui ont été emprisonnés pour avoir participé ou organisé des attentats à la bombe, des incendies de maternité, des lynchages d'afrodescendants, etc, sont devenus des « prisonniers politiques ». Si la majorité des Européens croient dans une propagande qui nous ramène aux années trente ou à la Guerre Froide, on comprend pourquoi ils peuvent soutenir des coups d'État ou des invasions armées contre ce qui est en réalité une démocratie électorale et participative, qui bruit

quotidiennement des critiques émanant des partis de tout bord et de l'ensemble de la population, dans la rue et depuis les médias en majorité privés et d'opposition.



Avec ce type de films, peut-on desserrer l'étau communicationnel et médiatique contre le Venezuela ? Quel peut être le rôle des médias communautaires, alternatifs pour faire front à la manipulation médiatique et à la désinformation contre le processus bolivarien ?

La révolution bolivarienne a une identité très participative mais notre communication sociale semble incapable de l'exprimer dans toutes ses contradictions et ses potentialités. Par exemple, presque aucun média bolivarien ne parle de la tâche difficile et passionnante de construire une commune, alors que c'est la stratégie centrale du chavisme. Passer toute

notre vie, jour après jour, à répondre aux mensonges de l'hégémonie médiatique ne nous laisse pas le temps de développer notre propre agenda, de parler du monde nouveau que nous voulons construire.

Un autre problème est celui qu'énonce Clausewitz : utiliser les mêmes armes que l'adversaire peut nous amener à lui ressembler. On le voit par exemple dans la croyance que les médias actuels peuvent servir à exprimer notre processus bolivarien. Jouer sur le terrain de Twitter ou de Facebook – conçus par les grands groupes états-uniens pour multiplier la consommation individualiste, voire narcissique, du réel – nous fait perdre du temps et retarde une tâche stratégique : celle d'inventer des technologies numériques originales, révolutionnaires, qui renforcent l'organisation et la conscience populaires. Les exemples de l'Equateur, du Brésil, etc., nous le rappellent : alors que la gouvernance mondiale s'exerce via les médias et les réseaux sociaux, la gauche reste incapable – ce qui est incompréhensible à ce stade – de créer de nouveaux moyens numériques pour connecter le collectif, de démocratiser radicalement la propriété des grands médias ou encore de refonder des écoles de communication sociale indépendante de la logique du marché.

Hugo Chávez critiquait cette manie de vendre le socialisme comme un savon, comme une vitrine, cette habitude mécanique de nos médias publics d'édulcorer la réalité et d'effacer les critiques qui émanent des quartiers populaires et de la campagne, critiques qu'il voyait comme moteur vital – car populaire – de la révolution. Pourquoi ne pas compter sur l'intelligence du public, sur son désir de participer au sens d'un message, sur sa maturité et sa capacité de comprendre qu'une critique populaire n'est pas une destruction ?

Depuis les années 60 nous savons qu'une communication révolutionnaire doit dépasser qualitativement celle de son adversaire, et qu'il s'agit par exemple de « *faire politiquement des films plutôt que des films politiques* » (Jean-Luc Godard). Paulo Freire parlait d'« *une télévision de la question plus que de la réponse* ». Et Mao Zedong expliquait qu'« *une action ne doit pas être une réaction mais une création* ». En ce sens, notre école populaire de cinéma a étudié l'expérience des presque 4000 films d'actualité produits par l'équipe de Santiago Álvarez, devenus aujourd'hui patrimoine de l'UNESCO, qui ont pendant trente ans renforcé la révolution cubaine en en déployant sa chronique populaire et souvent critique.

Julio García Espinosa, autre cinéaste et penseur cubain, parle de cette image « *qui exige, surtout, de montrer le processus des problèmes. C'est-à-dire le contraire d'un cinéma qui se consacre fondamentalement à célébrer les résultats. Le contraire d'un cinéma autosuffisant et contemplatif. Le contraire d'un cinéma qui illustre et embellit les idées ou concepts que nous possédons déjà. Analyser un problème, montrer le processus d'un problème, c'est le soumettre au jugement sans rendre le verdict. Il y a un type de journalisme qui consiste à donner le commentaire plus que l'information. Il y a un autre type de journalisme qui consiste à donner les nouvelles mais en les mettant en valeur par le montage et la mise en page. Montrer le processus d'un problème, c'est comme montrer le développement lui-même de la nouvelle, montrer le développement pluraliste de l'information.* »







Une partie de l'équipe de Terra TV réunie à Caracas entre tournages ou ateliers parmi les mouvements sociaux, un projet qu'on peut découvrir et soutenir ici : <https://www.helloasso.com/associations/france-amerique-latine-comite-bordeaux-gironde/collectedes/campagne-de-soutien-a-la-creation-de-terratv>

Terra Tv fait aussi partie du Réseau Européen de Solidarité avec la Révolution Bolivarienne. Comment vois-tu le travail et comment impliquer davantage de collectifs dans la défense de la souveraineté et de l'autodétermination du peuple vénézuélien ?

Notre ami Marco Teruggi a fait un excellent rapport après sa tournée en Europe effectuée il y a quelques mois. Après avoir observé qu'« *aujourd'hui nous sommes pratiquement seuls* », une de ses propositions pour sortir des cercles d'habités est de nouer des relations avec les mouvements sociaux, des organisations de femmes, les syndicalistes, les étudiant.e.s, etc... Nos documentaires cherchent à exprimer l'épopée populaire, le grain de folie de celles et ceux qui construisent, sans tomber dans la vitrine pour convaincus. Ces films rendent visible un peuple vénézuélien qui n'est pas la victime humanitaire, dépouillée de son Histoire, mais le sujet historique, collectif, créateur, qui après vingt ans de révolution ne se lasse pas d'inventer un autre monde possible - raison pour laquelle les médias occidentaux doivent l'occulter.

Source: <https://twitter.com/redeuropave/status/1073866045503492096>

Traduction: Philippe Hennebert pour VENESOL [www.venesol.org](http://www.venesol.org)

La source originale de cet article est [Réseau Européen de Solidarité avec la Révolution Bolivarienne](#)

Copyright © [Thierry Deronne](#), [Réseau Européen de Solidarité avec la Révolution Bolivarienne](#), 2018

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)